

## Esquisse d'un tableau historique de la neutralisation de l'histoire dans l'économie libérale. Les enjeux épistémologiques de vieilles controverses

Monsieur Alain Arnaud, Monsieur Michel Barillon, Monsieur Mohamed Benredouane

### Résumé

*Esquisse d'un tableau historique de la neutralisation de l'histoire dans l'économie politique libérale  
Les enjeux épistémologiques de vieilles controverses*

*Au-delà des conflits de méthode, et à travers la question du statut ontologique de l'économie (clôturable ou non clôturable ? naturel ou historique ?), les controverses sur le thème de l'histoire en économie soulèvent un problème épistémologique dont l'enjeu est la scientificité de l'économie politique libérale. Une lecture rétrospective de l'histoire de la discipline donne le sentiment que ces débats ont poussé les libéraux à sacrifier la pertinence au profit de la rigueur formelle, tandis que certains de leurs contempteurs tombaient dans les platitudes de l'idiographie. Qu'en est-il aujourd'hui du projet de ces économistes qui postulent l'historicité de l'économie sans perdre l'espoir de « théoriser en histoire » ?*

### Abstract

*Outline of an hestorical account showing the neutralization of history in liberal political economy. The epistemological questions at issue concerning old controversies*

*Beyond methodological conflicts, and through the issue of the ontological status of economy (separable or not separable ? natural or historical ?), the controversies concerning the role of history in economics raise an epistemological problem involving the scientificity of liberal political economy. A retrospective analysis of the history of economies gives the impression that these debates have led the liberal economists to give up the relevance in favour of formai rigour, whereas some of their scornors fell into idiography. What can be thought of the project of these economists today who claim the historicity of economy without loosing hope of theorizing in history ?*

---

### Citer ce document / Cite this document :

Arnaud Alain, Barillon Michel, Benredouane Mohamed. Esquisse d'un tableau historique de la neutralisation de l'histoire dans l'économie libérale. Les enjeux épistémologiques de vieilles controverses. In: Revue économique, volume 42, n°2, 1991. pp. 411-436.

doi : 10.3406/reco.1991.409286

[http://www.persee.fr/doc/reco\\_0035-2764\\_1991\\_num\\_42\\_2\\_409286](http://www.persee.fr/doc/reco_0035-2764_1991_num_42_2_409286)



# Esquisse d'un tableau historique de la neutralisation de l'histoire dans l'économie politique libérale

Les enjeux épistémologiques de vieilles controverses

---

Alain Arnaud

Michel Barrillon

Mohammed Benredouane

*Au-delà des conflits de méthode, et à travers la question du statut ontologique de l'économie (clôturable ou non clôturable ? naturel ou historique ?), les controverses sur le thème de l'histoire en économie soulèvent un problème épistémologique dont l'enjeu est la scientificité de l'économie politique libérale. Une lecture rétrospective de l'histoire de la discipline donne le sentiment que ces débats ont poussé les libéraux à sacrifier la pertinence au profit de la rigueur formelle, tandis que certains de leurs contempteurs tombaient dans les platitudes de l'idiographie. Qu'en est-il aujourd'hui du projet de ces économistes qui postulent l'historicité de l'économie sans perdre l'espoir de « théoriser en histoire » ?*

« Un des buts majeurs de ce livre, écrit J. Schumpeter dans son *Histoire de l'analyse économique*, c'est de détruire le mythe selon lequel fut un temps où les économistes pris dans leur ensemble dédaignaient la recherche des faits historiques ou contemporains, où l'économie prise dans son ensemble était purement spéculative ou dépourvue de son complément factuel. » ([1983], tome 3, p. 85.)

Il est un fait que certaines présentations de l'histoire de la pensée économique entretiennent l'illusion d'une recherche économique exclusivement placée sous le sceau de l'abstraction et de la méthode hypothético-déductive. Il est également vrai que la voie royale qui mène de Smith-Ricardo à Arrow-Debreu en passant par Walras-Pareto, paraît plus en odeur de scientificité que celle, infiniment plus sinieuse, qui s'attarderait sur des auteurs aujourd'hui jugés mineurs et abandonnés comme tels. Et, de fait, comme par un phénomène d'érosion temporelle, les historiens de la pensée économique ont tendance à accorder de moins en moins de place à l'exégèse des controverses méthodologiques qui ont opposé les économistes du siècle passé sur le thème de l'histoire. En rappelant sommairement ces moments, l'objectif du présent article est de montrer la part prise par ces débats dans l'élaboration de la « science économique » contemporaine, et, par la même occasion, de souligner

l'importance des enjeux que condensait et que condense toujours la question de l'histoire en économie politique.

Un regard superficiel sur l'histoire de la pensée économique pourrait donner le sentiment que les débats autour de l'approche historique ont principalement porté sur le fait de savoir si l'objet économique devait être appréhendé par la voie hypothético-déductive ou par induction. Une lecture plus approfondie montre que les diverses « querelles de méthodes » expriment en réalité, sur le plan méthodologique, une discussion ontologique dont l'enjeu est *la scientificité de l'économie politique libérale*.

Pour conférer à l'économie politique le statut de science autonome, séparée d'avec la philosophie politique, les économistes libéraux ont procédé à deux coups de force épistémologiques : en premier lieu, ils ont postulé *la clôturabilité ontologique de l'économie* ; en second lieu, ils ont attribué à cet espace fermé une dimension naturelle, neutralisant ainsi l'influence de l'histoire sur leur objet d'étude. La *naturalisation d'une économie* clôturable, combinée à l'impossibilité d'expérimenter, les prédisposait à adopter la méthode abstraite et hypothético-déductive.

Cette position représente le pôle théorique pur, invariant, de l'économie libérale, par rapport auquel divers auteurs vont se situer en avançant l'argument historique selon des perspectives très variées. Au sein de la famille libérale, le problème est posé par des chercheurs hétérodoxes trop heurtés par la dimension volontairement abstraite, déductive, statique de la théorie dominante (Sismondi et Malthus, Roscher, Keynes, Schumpeter). Mais la controverse revêt un caractère plus radical lorsqu'elle met en cause les fondements axiomatiques de l'économie politique.

Certains penseurs — idéalistes, positivistes ou autres —, se fondant sur une certaine compréhension de l'histoire et de la totalité sociétale, postulent l'insécabilité des « phénomènes sociaux totaux », dénoncent l'idée de clôturabilité de l'économie et condamnent de ce fait toute prétention à édifier une « science économique » (l'école historique romantique, Hegel, Comte, l'école historique anglaise, ... et aujourd'hui les chercheurs du MAUSS). D'autres, sans renoncer à ce projet « scientifique », récusent la « naturalité » de l'économie. Ils s'accordent également pour bannir l'individualisme méthodologique (et sociologique) ; cependant, tous ne suivent pas List dans son opposition au cosmopolitisme libéral, ni Hildebrand, Knies et les « historicistes »<sup>1</sup> allemands dans leur critique des prétentions nomologiques des

1. Le terme historicisme connaît deux acceptions opposées : dans son sens initial, il désigne le nouveau paradigme de la connaissance historique inaugurée par Ranke dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle — c'est-à-dire, non seulement la méthode historico-critique, mais aussi l'idée selon laquelle « toute conception (morale, esthétique, philosophique, voire scientifique) » ressortit à « une totalité historique singulière » (Colliot-Thélène [1990]) ; ce type de pensée relativiste nie « la possibilité d'une science théorique de l'histoire » (Hayek [1986], p. 99). Dans son sens moderne, au contraire, l'historicisme est le mode de pensée de ceux qui croient que l'histoire évolue selon une raison qui lui est propre, et qu'il suffit de découvrir les lois de son développement pour pouvoir formuler des prédictions (Popper [1988], p. 7). A la suite de Menger, le mot « historicisme » — repris notamment par Meinecke (1936),

libéraux. Mais, dans ce regroupement hétéroclite d'auteurs qui affirment l'historicité de l'économique, le clivage fondamental s'établit autour du projet de théorisation de l'histoire : les uns (Hildebrand, Marx...) croient qu'il est possible d'exhiber les lois objectives du développement des formations sociales ; les autres estiment que, l'histoire-qui-se-fait n'ayant pas « un sens », l'histoire-qui-s'écrit est ontologiquement vouée à l'idiographie (Schmoller..., von Mises).

Ces controverses se développent dans des phases globalement critiques qui coïncident, peu ou prou, avec des points de bifurcation de la pensée économique, tout au moins, si l'on ramène l'histoire de cette dernière à l'évolution du courant libéral dominant. Tout se passe comme si l'économie politique profitait de ces moments chaotiques pour réviser profondément son *programme de recherche théorique* sans porter atteinte au *noyau dur du paradigme libéral* (pour l'essentiel, la conception de la nature humaine et de l'institution du social). Ainsi, la « recherche normale » passe successivement d'une *approche substantiviste* à l'*étude de la catallaxie*, puis à une *conception formaliste* de l'économie, sans que soient reniés les « mythes fondateurs » (Claval [1980]) de l'« idéologie économique » (Dumont [1977]). Cette continuité explique que, en dépit de ses divers avatars, la recherche théorique des économistes libéraux demeure marquée par leur désir de mettre à jour les lois naturelles de l'économique. Mais, si, de ce point de vue, elle se fonde sur *la négation de l'historicité de l'économique*, il ne faut pas en déduire qu'elle ignore l'histoire en elle-même. Une étude génésiaque sommaire montre que le libéralisme économique procède également d'une philosophie naturaliste de l'histoire.

## DE L'IDÉOLOGIE ÉCONOMIQUE À L'ÉCONOMIE POLITIQUE SCIENTIFIQUE

L'émergence de la conception d'une sphère économique ontologiquement distincte du politique résulte de l'évolution plus que séculaire d'une méditation sur *l'institution du social* relancée par Machiavel au début du xvi<sup>e</sup> siècle, et poursuivie par des auteurs tels que Bodin, Botero, Hobbes, Pufendorf, Locke, Hume... Smith parachève le mouvement en fondant le social sur la division du travail et l'échange. En bref, sa conception de l'institution du social procède de l'économique et non plus du politique (Rosanvallon [1989]). Cette repré-

R. Aron (1938), J. Schumpeter — a été utilisé pour décrire l'esprit dans lequel les membres de la « jeune école historique allemande » entreprenaient leurs recherches. De manière abusive, selon Hayek, sa signification a rejoint la première acception de « historicisme ». En ce qui nous concerne, nous utiliserons le terme « historicistes » pour désigner ceux qui entreprennent une approche historique idiographique de l'économie.

sentation repose sur des axiomes naturalistes bien connus qui semblent laisser dans l'ignorance le « mouvement profond du temps ». Le rôle fondamental que joue alors l'idée de nature dans la critique des institutions « artificielles » de l'Ancien Régime explique ce relatif désintéret. Parce qu'il a pressenti « la domination du capital sur l'ensemble de la société » (Morilhat [1988], p. 7), Turgot a pu dépasser le regard borné de ses contemporains et poser les fondements d'une nouvelle vision de l'histoire<sup>1</sup>.

Le xviii<sup>e</sup> siècle hérite de deux types de « philosophie de l'histoire » : l'une d'essence chrétienne, téléologique, estime que l'humanité progresse providentiellement vers l'avènement de la Cité céleste (saint Augustin, Bossuet) ; l'autre, laïque, la conçoit soumise à un mouvement cyclique de naissance, croissance et mort (Machiavel, Vico [1668-1744]). En dehors de ce legs du passé, la réflexion sur l'histoire s'enrichit des remarques de Voltaire et de Montesquieu. Dans *Les nouvelles considérations sur l'histoire* (1744), Voltaire expose une conception moderne du fait historique qui figure, dès 1764 (École de Göttingen), dans le programme de recherche historiographique allemand (François [1986], p. 15), et que défendent aujourd'hui les « nouveaux historiens » (Le Goff [1988], p. 47). L'apport de Montesquieu réside dans sa notion d'« esprit général d'une nation » ([1748, 1964], p. 641) dont Herder devait faire la thèse centrale de *Une autre philosophie de l'histoire* [1774] (Finkielkraut [1987]). C'est cette idée de *Volksgeist* que les animateurs du *Sturm und drang* exaltèrent dans sa version germanique pour dénoncer les valeurs universalistes de l'*Aufklärung*, et que les historiens romantiques allemands opposèrent au cosmopolitisme de l'économie libérale. La « philosophie de l'histoire » visée par Herder est celle que l'on prête traditionnellement au Siècle des lumières, et dont A. R. Turgot a donné un des premiers énoncés.

Turgot [1750] est sorti de l'alternative : théorie religieuse du progrès/théorie laïque du cycle ; il a « désenchanté » l'interprétation chrétienne de l'histoire en substituant « à la religion de l'esprit humain, la raison » (Morilhat [1988], p. 82), mais en conservant la vision progressiste, téléologique et universaliste de l'histoire. Bien que ses formules laissent croire à un mouvement essentiellement spirituel, il n'a pas ignoré les conditions économiques de ce processus. Son originalité est d'avoir associé les progrès de l'esprit humain aux progrès économiques, subordonné ces deux progressions simultanées au libre jeu des inégalités sociales et, par son action politique, cherché à accompagner « l'avènement de l'ordre bourgeois » (*ibid.*, p. 7).

Les émeutes de la faim consécutives à son activité ministérielle (1774-1776) et, plus décisivement, à l'expérience de politique économique libérale du contrôleur général Laverdy (1763-1764), occasionnèrent une scission dans le front des philosophes : les membres de la secte des Économistes et leurs proches (Turgot, Morrelet...) s'opposèrent aux philosophes politiques (Diderot, Rousseau, Mably, Linguet...) sur la question de l'ordre de priorité entre l'intérêt privé et l'intérêt général (Kaplan [1986]). Dans cet affrontement lié à la

1. Pour plus de détails sur la philosophie de l'histoire chez Turgot, cf. l'article de J.-P. Berlan et P. Gilles.

conjoncture politique, les positions étaient dictées par des conceptions de l'homme générique, de la société, de l'histoire, irréductibles les unes aux autres, même si l'idée de progrès était généralement admise (Barrillon [1988]). Ultérieurement, un clivage similaire s'est instauré entre ceux qui tiraient la philosophie de l'histoire du côté de l'économie (Marx, Engels, Morgan, Hildebrand, Knies, Bücher, Schmoller... et plus près de nous, Keynes [1930], Hicks [1973], Rostow [1963]), et ceux qui la ramenaient plutôt du côté de l'esprit (Saint-Simon, Comte, Hegel...). Mais, à l'exception des historiens romantiques allemands et autres contempteurs de l'idéologie universaliste de la Révolution française (Burke, de Maistre, Bonald), tous retiennent le principe d'un progrès universel et irréversible.

Outre la philosophie de l'histoire, l'œuvre de Turgot contient tous les éléments constitutifs de l'« idéologie économique » : l'individualisme, le primat de l'intérêt privé, l'harmonie naturelle des intérêts, la séparation du politique et de l'économique comme de « l'artifice et de la nature »... Ces thèmes seront repris dans l'ouvrage fondateur de Smith, de même que la philosophie de l'histoire de Turgot, à la différence près que Smith réduit la marche en avant des « nations » au « progrès de l'opulence », c'est-à-dire à son aspect purement économique. Quant au reste, comme Turgot, il soutient que ce progrès est soumis à un « cours naturel », fondé ici sur le développement harmonieux des échanges entre les habitants des villes et ceux de la campagne (*De la richesse des nations*, Livre III, chap. 1). Et, comme Turgot, il estime que le rôle de l'État est de veiller à ce que les « institutions humaines » — politiques, donc artificielles — ne contrarient pas le « cours naturel » de l'histoire ainsi que le « penchant naturel de l'homme » qui le « fortifie », afin de faciliter le nécessaire avènement de la société de marché — une société marchande capitaliste.

Si Smith est relativement cohérent dans sa présentation des principes cardinaux du paradigme libéral, au niveau de sa réflexion théorique, il manifeste une grande confusion qui, au-delà de la simple adhésion aux axiomes du libéralisme économique, autorise des interprétations diamétralement opposées de sa méthodologie et de ses analyses théoriques. Les premières controverses n'ont pas tardé à révéler l'ambiguïté fondamentale de son œuvre.

### Constitution du programme méthodologique ricardo-millien

Le débat ouvert par le conflit sur les *corn laws*, puis alimenté par les crises de la fin des guerres napoléoniennes (1815, 1817-1818), opère un classement parmi les épigones de Smith, rangeant Malthus et Sismondi d'un côté, et Ricardo de l'autre. L'opposition théorique entre ces divers auteurs tient essentiellement à une différence de sensibilité sociologique qui se traduit par des conceptions méthodologiques apparemment divergentes. Ricardo s'appuie sur une méthode abstraite et résolument hypothético-déductive pour élaborer des modèles d'une grande rigueur théorique qui nient l'importance problématique

des crises. Au Parlement, il ira jusqu'à déclarer que les conclusions de la science économique sont « aussi certaines que le principe de gravitation » (Blaug [1982], p. 51). Dans le même temps, Malthus et Sismondi considèrent la crise comme une réalité exigeant un traitement théorique approprié et une remise en cause des constructions ricardiennes. Cette attitude pourrait être interprétée comme l'expression d'une tendance à l'induction, mais les positions méthodologiques ne sont pas aussi tranchées.

Sismondi se réfère à l'autorité de Smith pour justifier une approche fondée sur l'observation et l'analyse des faits économiques passés et présents, et dénoncer les « abstractions irréalistes » des disciples anglais de Smith ([1819, 1971], p. 87). De même, Malthus pressent l'existence, dans l'œuvre de Smith, d'« une méthode inductive diamétralement opposée à la démarche déductive de Ricardo » (Blaug [1982], p. 51-52). Mais il n'est pas pour autant un empiriste confirmé. Il reproche essentiellement à Ricardo l'irréalisme de ses hypothèses, tandis que ce dernier ramène leur débat méthodologique à l'alternative : conjoncture/structure<sup>1</sup>.

· Chez Malthus et Sismondi, le désir d'ancrer l'analyse sur les faits se traduit par l'ouverture d'un champ nouveau : celui, comme le nomme Lescure, des *premières théories organiques de la crise* (Gilles [1989], p. 249). Cependant, en dépit de leur appel de principe à l'histoire et de leur désir de rigueur et de pertinence, leur démarche est marquée par l'abstraction théorique, et c'est autour de la méthodologie non moins abstraite de Ricardo que va se constituer l'économie politique orthodoxe. Le triomphe de l'économie ricardienne signifie aussi celui d'une science économique hypothétique et déductive *non réfutable par les faits*, pour laquelle l'abstraction implique nécessairement « l'abstraction de l'histoire » (Gutstaz [1985], p. 198). Cette orientation sera confortée par l'approche millienne.

Entre ces premières controverses théoriques et les travaux de J. S. Mill, le contexte socio-politique s'est modifié. Comme le note Marx, « en France et en Angleterre, la bourgeoisie s'empare du pouvoir politique », et la lutte des classes, en s'exacerbant, « sonne le glas de l'économie bourgeoise scientifique » ([1873, 1965], p. 554). L'économie politique, autrefois critique vis-à-vis d'une société dominée par les propriétaires fonciers, fait désormais l'apologie du nouvel ordre social. Au même moment, des socialistes dits « ricardiens » s'emparent de la théorie de la valeur-travail pour dénoncer l'exploitation des salariés, tandis que A. Comte, obéissant à des motivations radicalement différentes, conteste les prétentions scientifiques des économistes, se gausse de leurs « stériles contestations » (Denis [1977], p. 460), récuse leur méthodologie anhistorique et rejette l'idée de clôturabilité de l'économie (Comte [1869], t. 4, p. 193-204).

Malgré l'admiration profonde qu'il éprouve pour l'œuvre de Comte et son égal désir de fonder la scientificité du social, Mill ne peut bien évidemment

1. Lettre du 24 janvier 1817 de Ricardo à Malthus, et lettre du 26 janvier 1817 de Malthus à Ricardo citées par Gutstaz [1985], p. 197-198.

pas souscrire à des remarques qui condamnent l'idée même d'une science économique. S'il admet l'enchevêtrement de l'économique dans le social, à la différence de Comte, il en prend prétexte pour légitimer le recours à la démarche analytique et à la méthode hypothético-déductive. Rien, selon lui, n'interdit l'emploi de l'analyse pour appréhender scientifiquement la dimension économique du social. Si, à la différence du physicien, l'économiste ne peut, par expérimentation, isoler les phénomènes naturels de leur contexte, il a la possibilité de combiner la clause *ceteris paribus* à une démarche hypothético-déductive de manière à élaborer des théories nécessairement vraies rendant compte de faits économiques absolument purs, autrement dit, non soumis à des « causes perturbatrices » externes (Dans *On the definition of political economy* [1836], Mill compare le jeu de ces facteurs non économiques au « frottement en mécanique ») (Blaug [1982], p. 56, 58).

L'économie politique serait donc une science abstraite reposant sur la « méthode a priori », c'est-à-dire un raisonnement fondé sur des hypothèses qui peuvent être « dénuées de tout fondement dans les faits ». Ainsi, comme le dit Mill, « aucun économiste n'est assez absurde pour penser » que les hommes sont uniquement mus par le « désir de richesse » ; mais, ajoute-t-il, « cette démarche est la démarche nécessaire de la science ». Dans cette optique, les conclusions auxquelles aboutit l'économiste, « comme celles de la géométrie, ne sont vraies... que dans l'abstrait, c'est-à-dire qu'elles ne sont vraies que sous certaines conditions » (Blaug [1982], p. 57, 55).

Cette dernière clause permet à Mill de « sauver les apparences », en d'autres termes, de ne pas remettre en cause la théorie lorsque sa confrontation aux faits laisse apparaître une inadéquation par trop manifeste. La méthode a posteriori, explique-t-il, « intervient non comme moyen de découvrir la vérité, mais comme moyen de vérification » (*ibid.*, p. 56-57) ; et, en aucun cas, elle ne peut servir à infirmer une théorie. Il est en effet toujours loisible d'imputer aux « causes perturbatrices », « un écart entre notre anticipation et le fait réel ». Une telle conception du rapport de la théorie à la réalité enlève tout intérêt heuristique au recours à la méthode historique que Mill, s'inspirant de Comte, suggère dans son *Système de logique* (1844) (Gutsatz [1985], p. 247, 348).

Bien qu'il ait largement contribué à faire de l'économie politique une science « aprioriste » (cf. la référence à la géométrie) *irréfutable par les faits*, Mill a, pour des raisons essentiellement idéologiques, procédé à quelques recadrages théoriques : il admet que l'économie politique ne s'applique qu'aux sociétés de marché (*ibid.*, p. 351), et défend un certain réformisme social justifié scientifiquement par le repli stratégique de la théorie sur la production — supposée obéir à des lois naturelles —, et par la reconnaissance du caractère institutionnel, donc artificiel, des lois régissant la répartition (Mill [1848], p. 21). Peu suivi sur ce dernier plan par les promoteurs du marginalisme, Mill confortait néanmoins l'économie politique dans une méthodologie qui la rendait complètement imperméable à la critique, et singulièrement aux discours arguant de l'historicité de l'économique. Ce choix explique l'ignorance dans

laquelle ses travaux ont été tenus par les économistes allemands, partisans dans leur majorité de l'induction, de l'empirisme, et, historicité de l'économie oblige, d'une approche historique des faits économiques.

## HÉRÉSIES ALLEMANDES

Ce particularisme allemand déborde largement le champ de la réflexion économique (Pribram [1986], p. 213). Sans entrer dans le détail, on peut l'attribuer à des causes objectives — principalement, l'absence d'unité politique de la nation allemande et son « retard » économique — et subjectives : dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, s'est développé un mouvement de rejet des valeurs universalistes et individualistes des Lumières. A cela s'ajoute le fait que l'histoire a été institutionnalisée bien avant l'économie politique, à la différence de la France et de l'Angleterre. En Allemagne, tout se passe comme si historiens et philosophes avaient cherché à réunir, sous l'égide d'un « esprit du peuple allemand », ce qui était morcellé au niveau géo-politique. Ce désir expliquerait la condamnation de l'approche abstraite, atomistique et mécaniste des économistes classiques, et la proposition, par J. G. Fichte (1762-1814), Schelling (1775-1854) et A. Müller (1779-1829), de schémas de pensée où l'intuition saisit des ensembles organiques dotés d'une certaine vitalité — ce que Pribram appelle « intuitionnisme » et « organicisme ». Il est également susceptible de rendre compte de la place primordiale accordée à l'histoire, ainsi que des positions hybrides défendues par des philosophes ouverts aux valeurs de l'*Aufklärung* : Hegel, par exemple, qui admet la « pluralité des esprits nationaux », mais place au dessus un « esprit du monde » (*Weltgeist*) devant assurer « le triomphe de l'État germano-chrétien » (Hegel [1830, 1982], p. 292 et suiv.).

Cette « philosophie sociale romantique », foncièrement réactionnaire, a inspiré un large mouvement intellectuel dont la principale ambition était de « montrer ce qui était le *propre* de chaque époque de la culture » et d'explorer ce particularisme « dans toutes les dimensions de son existence » : l'art (le premier Goethe), l'histoire (Herder), la grammaire comparée (Schlegel, Humboldt), la philologie (les frères Grimm), l'herméneutique (Schleiermacher)... et le droit (cf. l'importante École historique du Droit fondée en 1815 par Savigny, Eichhorn et Gorschen) (Colliot-Thélène [1990], p. 9 ; Gonnard [1922], p. 246 et suiv.). Dans tous ces domaines, l'illustration du *relativisme culturel* était destinée à glorifier le « génie » du peuple allemand, mais aussi à dénoncer « le cosmopolitisme et le perpétualisme inspirés de l'idéal abstrait et universel des philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle » (Villey [1985], p. 247). C'est dans le même esprit que des auteurs comme List ou les membres des diverses écoles historiques allemandes ont entrepris la critique de l'écono-

mie classique. Et il est permis de penser que tout ce mouvement, en dépit de son conservatisme prononcé, n'a pas été sans influencer la formation du jeune Marx, sa sensibilisation à l'histoire.

### Le projet critique marxien ou l'historicisme au sens de Popper

Dans le projet marxien de « critique de l'économie politique », la référence à l'histoire joue un rôle déterminant. Dès les premiers travaux, elle constitue le thème majeur à partir duquel Marx dénonce le caractère idéologiquement bourgeois de l'économie politique, et condamne les fallacieux naturalisme et « perpétualisme » des lois économiques classiques. Dans un second moment, Marx cherche à prouver « scientifiquement » le caractère historique — donc nécessairement transitoire — du mode de production capitaliste. A cette fin, il postule implicitement que l'économie capitaliste et l'histoire sont régies par des lois objectives à la connaissance desquelles l'esprit humain peut accéder par la « seule force » de l'abstraction [1965, 1867, p. 547-548, 1873, p. 556-557]. Cette option ontologique lui permet d'adopter la voie nomothétique aux dépens de la voie idiographique et ainsi d'établir la possibilité et la nécessité des crises dans les économies capitalistes. L'ensemble de la démarche vise à montrer que le capitalisme est condamné à disparaître sous l'effet de ses propres contradictions pour laisser la place à « un procès social de la production » qui ne revêtira plus une « forme antagonique » (1859). De ce point de vue, sa réflexion théorique en économie politique apparaît subordonnée à une certaine philosophie de l'histoire.

On sait que la philosophie marxienne de l'histoire procède du dépassement dialectique de l'opposition idéalisme actif (Hegel)/matérialisme passif (Feuerbach) et que, outre son aspect à la fois matérialiste et dialectique, elle est fondamentalement historiciste (au sens de Popper) et téléologique. C'est ce double caractère qui autorise Marx à formuler des prédictions. Mais il lui faut pour cela placer l'histoire sous le règne de la nécessité, autrement dit la naturaliser. Il y est d'autant plus enclin que, dans le même temps, des chercheurs tels que Lyell, Darwin... découvrent l'historicité de la nature (Foucault [1966], p. 379) remettant ainsi en cause la vieille et fausse antonymie bourgeoise nature/histoire. Cependant, si le Marx des *Manuscrits de 1844*, et même de *L'idéologie allemande*, voyait dans l'homme générique le sujet de l'histoire de la nature comme de celle des sociétés, le Marx de la maturité n'impute plus ces deux processus évolutifs à « l'activité vitale consciente » des hommes, mais aux lois de la dialectique immanentes tant au monde matériel qu'aux sociétés humaines. Tout se passe comme si Marx — bien secondé par Engels (cf. *Dialectique de la nature* et *Anti-Dühring*) — avait eu besoin de présenter la dialectique comme un mouvement réel, indépendant de la volonté des hommes, pour conformer ses théories historico-économiques aux critères de scientificité alors reconnus, et leur conférer ainsi le statut de vérités apodictiques. Ce faisant, il devenait justiciable des critiques

que lui-même adressait aux économistes classiques et vulgaires, à la différence que ces derniers invoquaient l'immutabilité de la nature pour affirmer la pérennité de l'ordre bourgeois, tandis que lui fait référence à l'historicité de la nature pour prophétiser la mort du capitalisme (Barrillon [1990]).

Si l'œuvre de Marx a subi l'influence de la philosophie allemande, elle est également redevable, comme l'a souligné Kautsky [1907], à l'économie politique anglaise et à la pensée politique française. Dans son inspiration comme dans sa portée, elle revêt une dimension universaliste inconciliable avec l'anti-cosmopolitisme de certains théoriciens allemands qui, indépendamment de Marx et dans une optique résolument nationaliste, avaient également souligné l'importance de l'approche historique en économie.

### List : histoire et national-libéralisme

En Allemagne, la conceptualisation de la notion d'« économie nationale » constitue un prolongement logique de la défense du *Volksgeist* et de l'approche « organiciste » combinées à la tradition caméraliste. L'idée figure déjà dans l'ouvrage de Fichte : *L'État commercial fermé* (1800), mais c'est F. List, très influencé par la philosophie d'A. Müller, qui, au cours des débats sur le *Zollverein*, en élabore la théorie. Dans *Système national d'économie politique* (1841), il justifie sa démarche en invoquant les trois défauts majeurs de l'économie classique anglaise : « un cosmopolitisme chimérique qui ne comprend pas la nationalité » ; « un matérialisme sans vie qui voit partout la valeur échangeable des choses sans tenir compte ni des intérêts moraux et politiques, ni du présent et de l'avenir, ni des forces productives de la nation » ; « un particularisme, un individualisme désorganisateur » qui ignore la nature du travail social... (List [1857], p. 285).

La nation constitue pour List l'« entité » pertinente à partir de laquelle l'économiste doit raisonner. C'est elle qui fait le lien « entre l'individu et l'humanité » (Gonnard [1922], p. 239). Elle est porteuse d'une « histoire », de « coutumes », d'« institutions » spécifiques qui la dotent de finalités propres. Elle représente une individualité ancrée dans l'espace et le temps, qui ne peut qu'échapper aux lois abstraites, universelles et intemporelles de l'économie classique. Pour ces motifs, List délaisse les voies de l'abstraction et de la méthode hypothético-déductive au profit de l'induction : il déclare vouloir fonder « un système... sur la nature des choses, la leçon de l'histoire et sur les besoins des nations » (List [1857], préface).

List juge l'histoire suffisamment importante pour lui consacrer la première partie de son livre. Il y souligne la relativité historique des régimes économiques et, surtout, l'*étroite interaction du politique et de l'économique* (Earle [1980], chap. 6). Il montre ainsi que le discours libre-échangiste des classiques anglais ne fait que traduire en termes théoriques les intérêts particuliers de la nation la plus avancée (List [1857], p. 490). Au-delà de son

aspect critique, sa démarche s'inscrit dans le cadre d'un projet volontariste qui procède d'une philosophie progressiste de l'histoire selon laquelle le développement des nations passe par une succession d'étapes — de la sauvagerie primitive au stade manufacturier et commercial — auxquelles correspondent des politiques spécifiques. La défense du protectionnisme et de l'interventionnisme exprime son désir de voir l'État allemand combler son « retard » sur l'économie anglaise en menant la politique de développement des « forces productives » qui fonda la réussite de cette dernière.

Ce programme, tout comme la philosophie de l'histoire sur laquelle il repose, atténue considérablement la portée de sa critique du cosmopolitisme ; il semble plus juste de le qualifier, à l'instar de Rist, de « national-libéral » (Rist [1947], p. 321). Néanmoins, son étude historique des conditions du « décollage » anglais préfigure la démarche qu'adopteront, un siècle plus tard, certains économistes du développement. Dans l'immédiat, elle inaugure la méthode d'investigation des divers « historicistes » allemands.

#### L'« ancienne école historique » ou l'historicisme au sens de Ranke

Schumpeter, selon l'usage courant, distingue l'« Ancienne », la « Jeune » et la « " Toute Jeune " école historique » ([1983], t. 3, p. 87-96). La première est traditionnellement représentée par W. Roscher (1817-1894), B. Hildebrand (1812-1878) et K. Knies (1821-1898). Dans les faits, en dehors d'un égal intérêt pour la réflexion méthodologique et pour l'approche historique des faits économiques, rien ne permet d'affirmer que ces auteurs ont constitué une authentique école de pensée. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer leurs jugements respectifs sur l'économie classique.

Bien que libéral, Roscher est peu attiré par la « sécheresse » des modèles abstraits de l'économie politique classique. Il préfère illustrer la validité de ses lois à travers la description des faits historiques (Villey et Neme [1985], p. 206-207 ; Pribram [1986], p. 218-219). Cette démarche, qui l'amène toutefois à récuser la loi de Say (dans *Théorie des crises*, 1849), ne remet pas en cause le projet d'élaboration d'une science économique nomothétique à partir des principes définis par Smith et Ricardo. En revanche, chez Hildebrand et Knies, la défense de l'approche historique s'accompagne d'une dénonciation, à la fois, des fondements axiomatiques (l'utilitarisme, la morale de l'égoïsme, l'individualisme « sociologique »...), de la méthode (hypothético-déductive), et de la prétention de l'économie politique classique à trouver des lois naturelles et universelles de l'économie. Le seul point sur lequel ils s'opposent concerne l'interprétation de l'histoire.

Hildebrand dénie à l'économiste la possibilité de mettre en évidence des lois immuables car, dit-il, tout est évolution ; mais il lui reconnaît celle de révéler les « lois du développement historique des nations », objet même de la science économique (Villey et Neme [1985], p. 207). Se fondant sur le critère des

moyens d'échange, lui-même distingue trois stades de l'évolution économique : l'économie naturelle, l'économie monétaire, et l'économie de crédit.

Aux yeux de Knies, cette conception du progrès économique trahit un penchant pour le cosmopolitisme et constitue de ce fait une entorse à la rigueur de la démarche historique. Héritier de la tradition historique romantique (Herder) et des règles strictes de la recherche historico-critique définies par L. Ranke (1795-1886) au début du siècle, Knies n'admet pas le jeu de lois dynamiques de développement qui feraient passer toutes les nations par les mêmes phases ; en vertu de la relativité historique et culturelle des phénomènes économiques, il estime que l'économiste doit se contenter de décrire ces derniers de manière objective (Schumpeter [1983], t. 3, p. 87). Ses positions — comme celles de Hildebrand — inspireront les membres de la « Jeune école historique » et susciteront les critiques des philosophes néo-kantiens.

## NOUVELLES ÉCOLES ET VIEILLES QUERELLES

La « Jeune école historique allemande », mais aussi son homologue anglaise, émergent et se développent dans un contexte de crise : crise économique des années 1870 ; crise du mouvement ouvrier international consécutive à l'écrasement de la Commune de Paris et à la dissolution de la I<sup>re</sup> Internationale ; crise de l'« économie de marché » au sens de Polanyi, dans la mesure où, en Angleterre, en France et en Allemagne, l'État intervient de plus en plus dans la « sphère économique » ; et crise de l'économie politique. L'évolution du « système économique » rend de plus en plus patent le décalage qui sépare la théorie de la réalité, et de plus en plus pesant le mutisme des économistes sur la question de la misère (Gutsatz [1985], p. 338). Par son irréalisme et sa complaisance envers l'ordre social bourgeois — soulignée par Jevons (*ibid.*, p. 343) —, la discipline prête le flanc à toutes les critiques et à tous les débordements. Elle apparaît tiraillée par des tendances contradictoires : aux protagonistes habituels — les tenants de la tradition ricardo-millienne, et les socialistes fidèles à la théorie de la valeur-travail — se sont ajoutés les marginalistes porteurs d'un nouveau programme de recherche scientifique, et les « historicistes » partisans d'une approche empirique, inductive des faits économiques passés et présents. En cette fin de XIX<sup>e</sup> siècle, le débat académique opposera principalement ces deux derniers courants.

La controverse porte essentiellement sur la conception de la scientificité de l'économie politique, mais, au-delà, des éléments idéologiques la sur-déterminent : ils mettent en jeu non seulement le rôle de l'économiste dans la société — neutre ou engagé ? —, mais aussi des conflits de pouvoir au sein même de la communauté des économistes — quel courant, quels penseurs définiront les grandes orientations de la recherche en économie (Schumpeter

[1983], t. 3, p. 96) ? On sait que l'histoire a tranché en faveur de l'école néo-classique, mais, de 1880 à 1900, l'issue paraissait incertaine... ce qui explique l'âpreté des discussions.

### Physicalisme et catallaxie face aux « historicistes » anglais et allemands

De la tradition ricardo-millienne, les néo-classiques conservent la méthode abstraite et hypothético-déductive et la souveraine indifférence à l'égard du faible réalisme des hypothèses, sans lesquelles il serait impossible de construire une économie théorique (Bugra [1989], p. 128-129). Dans leur désir de renforcer son caractère scientifique, ils conçoivent cette économie sur le modèle des sciences exactes : la mécanique classique pour Jevons ([1909], p. 13), la physique galiléenne pour Walras (Gutsatz [1985], p. 549). Et ils poussent le mimétisme jusqu'à préconiser l'emploi systématique de l'appareil mathématique (Jevons [1909], p. 55 ; Walras [1952], p. XX).

Le projet de mathématisation de l'analyse est accompagné d'un renversement de la théorie de la valeur et de l'*abandon de la conception substantiviste de l'économie*. Pour Menger et Jevons, cela signifie la limitation du domaine de validité de la théorie économique aux seules économies de marché (Bugra [1989], p. 127 ; Gutsatz [1985], p. 383-384). D'une certaine façon, ce renoncement à l'universalisme entérine la dénonciation du cosmopolitisme de l'économie classique, mais il n'entame pas l'opposition des tenants de l'approche historique.

Outre le recours inductif à l'histoire et aux données statistiques, et la condamnation des modèles économiques abstraits et irréalistes, les membres des écoles historiques allemande et anglaise ont pour caractéristique commune de ne pas dissocier la morale de l'économie (Schmoller qualifie son école d'« historico-éthique » ; Pribram [1986], p. 220). Alors que les néo-classiques prétendent s'en tenir à une stricte neutralité axiologique, les « historicistes » jugent leur « hypothèse centrale de comportement » non seulement simpliste, mais aussi profondément immorale. Alors que les néo-classiques excluent la dimension sociale et respectent le principe de séparation de l'économique et du politique, les « historicistes » sont partisans d'une réforme sociale, de la justice distributive et de l'intervention de l'État dans les domaines économique et social. Cela suffit pour qu'ils soient, abusivement, qualifiés de socialistes, au lieu qu'ils se distinguent surtout par leur peur des désordres sociaux engendrés par la misère et l'exploitation (Gonnard [1922], p. 254 et suiv.).

En dehors de ces points de convergence, les deux écoles historiques s'opposent sur le projet même de constitution d'une science économique. Si Schmoller estime que l'« analyse isolante » des phénomènes économiques laisse échapper leur « essence » (Schumpeter [1983], t. 3, p. 91), il n'écarte pas pour autant l'idée d'une économie scientifique élaborée à partir d'un grand nombre de monographies historiques. En revanche, Ingram et

Leslie, influencés de manière significative par la philosophie d'A. Comte, discutent à la fois la méthode et le champ de l'économie politique (*ibid.*, t. 2, p. 62, t. 3, p. 105) : en affirmant l'insécabilité des phénomènes sociaux, c'est l'autonomie de la discipline qu'ils remettent en question. En dépit de cette divergence, les deux écoles connurent le même destin.

En Angleterre, la querelle des méthodes oppose dans un premier temps des auteurs comme T. C. Leslie, J. T. Rogers, W. J. Ashley, J. K. Ingram, au dernier grand représentant de la méthodologie ricardienne : J. E. Cairnes. Face aux accusations d'inadéquation de la théorie aux faits, Cairnes, comme Mill, invoque l'action de « causes perturbatrices » (Blaug [1982], p. 67). Selon lui, les « vérités hypothétiques » de l'analyse économique ne peuvent être infirmées que par la démonstration de l'incohérence du raisonnement ou de l'irréalisme des hypothèses. Or, comme celles-ci sont fondées sur « des observations indiscutables de la nature humaine et du monde », aucun fait historique n'est susceptible d'ébranler la confiance des économistes dans leurs modèles abstraits.

Par la suite, la controverse prend un tour institutionnel. Pendant une vingtaine d'années, elle met en vis-à-vis deux instances universitaires : l'« École historienne d'Oxford », et l'« École analytique de Cambridge » placées sous l'autorité de A. Marshall. La revue de cette école, *Economic Journal*, est conçue comme « un lieu de tolérance où " les doctrines les plus opposées peuvent se rencontrer comme sur un terrain neutre " » (Gutsatz [1985], p. 415). Dans cet esprit, Marshall jouera la carte de la conciliation en reconnaissant les valeurs des travaux des différentes écoles historiques. Mais son éclectisme méthodologique cache en fait le rejet de l'approche historique comme procédé heuristique. Selon Marshall, l'histoire offre des synchronies et des successions mais pas de principes de causalité entre les faits (Gide et Rist [1947], p. 462), autrement dit, les historiens sont condamnés à l'idiographie tandis que les économistes peuvent emprunter les voies de la nomologie.

Sur le continent, la « querelle des méthodes » (*Methodenstreit*) éclate à la suite de la publication par Menger de ses *Recherches sur la méthode des sciences sociales et en particulier de l'économie politique*, en 1883. Au moment de la parution du livre, la recherche économique en Allemagne est dominée par la « jeune école historique » (Brentano, Schaeffle, Schonberg, von Scheel, Wagner...). Cette hégémonie s'explique par un certain nombre de traits allemands parmi lesquels il convient de citer l'ancienneté et la rigueur de l'historiographie, la reconnaissance de l'État comme instance suprême, une certaine tradition anti-libérale, la persistance du caméralisme... (Schumpeter [1983], t. 3, p. 91) et les succès de la politique de Bismarck. Dans un tel contexte, la sortie d'un ouvrage plaçant la recherche en économie politique sous le sceau du libéralisme économique, de la neutralité axiologique, de l'abstraction et de la méthode hypothético-déductive revêtait un aspect quelque peu provocateur qui ne pouvait laisser indifférent le chef de l'École historique allemande.

L'argumentation de Menger, dans ses grandes lignes, reprend les thèses développées par Mill et Cairnes : défense de l'analyse, du raisonnement hypothétique, et de l'irréfutabilité de la théorie par les faits... l'ensemble de la démarche étant justifié par les méthodes en cours dans les sciences de la nature. Précisons toutefois que Menger entend compléter l'économie « exacte » par une « économie empirique/réaliste » qui, naturellement, ne bénéficie pas du même crédit scientifique que l'économie abstraite (Bugra [1989], p. 130 ; Pribram [1986], p. 224). En tout état de cause, selon ce point de vue, la « science économique » ne peut, comme le note Gutsatz (p. 348), « se constituer par définition que dans une absence de l'histoire ».

Dans sa réplique immédiate, Schmoller ressort les arguments traditionnels des « historicistes ». Il insiste particulièrement sur les faiblesses de l'approche atomistique qui mutile la complexité des processus économiques en passant sous silence leurs « relations organiques » avec les autres phénomènes sociaux. Refusant de tomber dans l'opposition des méthodes, il préconise une démarche combinant induction et déduction — « toutes deux nécessaires à la science comme le pied droit et le pied gauche à la marche » (Gide et Rist [1947], p. 457-458). Mais comme dans la marche il faut bien commencer par un pied, en science, c'est par la voie de l'induction, c'est-à-dire par l'observation, l'expérience et donc, une historiographie minutieuse que doivent être définies les hypothèses de départ de l'analyse déductive.

### Le dépassement néo-kantien

La riposte de Menger, dans *Erreurs de l'historisme* (1884), fut, selon Schumpeter, « toute fumante de colère » — « réaction parfaitement irrationnelle et impulsive » qui prouve l'« incompréhension mutuelle » des protagonistes. Le conflit tourna au dialogue de sourds. « Les discours sur la méthode — conclura Pareto — sont une pure perte de temps » (Gide et Rist [1947], p. 457) ; « histoire d'énergies gaspillées », ajoutera Schumpeter ([1983], t. 3, p. 95). La controverse connut pourtant un rebondissement décisif à la suite des critiques adressées aux « historicistes » allemands par des philosophes néo-kantiens (Dilthey, Windelband, Rickert, puis Simmel, Weber...).

Ces auteurs soulevèrent la question cruciale des conditions de la recherche objective en histoire. S'appuyant sur une interprétation positiviste primaire de la méthode historico-critique élaborée par Ranke, les « historicistes » allemands croyaient en la possibilité de reconstituer « la vérité objective du passé », de dire « comment le passé s'est réellement déroulé » (Ranke). Ils ne tenaient aucun compte du rôle décisif joué par l'historien non seulement dans l'interprétation des faits passés (Nietzsche) mais aussi dans la construction de l'objet historique (cf. S. Mesure [1990], p. 20 et suiv.). Conscients de l'impossibilité de faire abstraction de l'« expérience subjective » à travers laquelle l'historien étudie le passé, et soucieux de ne pas tomber dans le piège

du relativisme subjectiviste, les néo-kantiens ont entrepris de redéfinir le mode d'investigation scientifique en histoire et de démarquer ainsi les sciences historiques des sciences de la nature. S'ils s'accordent pour n'attribuer *aucun fondement ontologique* à cette distinction, ils s'opposent sur sa justification.

Pour Dilthey [1883], l'histoire est le « lieu synthétique de la nature et de la liberté » (*ibid.*, p. 102) ; *dans la conscience de l'individu*, elle représente l'espace de liberté (causalité intentionnelle) au sein d'une nature soumise au déterminisme. Dans cette optique, c'est le sujet qui constitue l'objet par son expérience. Dilthey distingue *l'expérience externe* qui permet à l'individu d'appréhender le monde extérieur, et *l'expérience interne* par laquelle le sujet s'éprouve « comme différent de la nature » (*ibid.*, p. 96). A la première correspondent *les sciences de la nature* où l'on explique les faits au moyen du *raisonnement déductif* ; la seconde renvoie aux *sciences de la culture et de l'esprit* où les phénomènes historiques sont compris par intuition.

Chez Windelband [1894] et Rickert [1896], la différenciation nature/histoire procède de *deux manières divergentes de représenter le réel* — l'une « généralisante », l'autre « individualisante » (*ibid.*, p. 148). La première est propre aux *sciences nomothétiques* ou *sciences de la nature*, c'est-à-dire aux disciplines qui visent *la découverte de lois universelles*. La seconde caractérise *les sciences idiographiques ou historiques* où l'attention est portée sur des faits singuliers, des *événements*.

Malgré leur discordance, ces philosophes éclairaient sous un jour nouveau la recherche en histoire et en économie. Dans les deux disciplines, chacun s'est efforcé de sauver son projet scientifique sans négliger leur enseignement. Ainsi, Weber développe une réflexion épistémologique pour préciser les conditions d'une recherche objective en sciences sociales — cf. son analyse de la « neutralité axiologique ». Et, comme G. Simmel, W. Sombart, A. Spiethof, il défend un programme de recherche théorique en histoire susceptible d'éviter le triple écueil du positivisme naturaliste, du relativisme subjectiviste, et de l'historicisme (au sens de Popper).

Dans le domaine de l'économie abstraite, deux corrections majeures sont effectuées : en premier lieu, des auteurs comme von Hayek [1952] entérinent la distinction sciences de la nature/sciences sociales mais dans une perspective ontologique, et condamnent tout transfert méthodologique mimétique des premières vers les secondes ; en second lieu, ils transforment leur discipline en une « science aprioriste » du comportement humain, comme s'ils entendaient ainsi conjuguer le mode de raisonnement des sciences de l'esprit selon Dilthey, avec le mode de représentation du réel des sciences de la nature selon Rickert, de façon à maintenir l'économie parmi les sciences nomothétiques (cf. *infra*, la praxéologie de von Mises).

## LA DÉRIVE FORMALISTE DE L'ÉCONOMIE ORTHODOXE

Durant les premières décennies du xx<sup>e</sup> siècle, l'économie politique académique se professoralise en se fondant essentiellement sur les principes théoriques et méthodologiques définis par les marginalistes, et plus particulièrement, dans un premier temps, par Marshall. Écartée au nom de la rigueur scientifique, la référence à l'histoire demeure l'attribut des penseurs hétérodoxes. Au sein de l'école libérale, trois insuffisances majeures de l'approche néo-classique vont redonner à ces derniers des motifs de se singulariser : le raisonnement dans un cadre essentiellement concurrentiel où le rapport pouvoir/économie n'est pas posé ; la démarche statique ; et le postulat du marché autorégulateur. Parallèlement, et pour des raisons spécifiques, le courant marxiste est le théâtre de grandes controverses théoriques.

### Histoire et hétérodoxies

A la différence des libéraux, les marxistes disposent d'une philosophie et d'une théorie de l'histoire qui les autorisent à formuler des prédictions sur l'avenir du capitalisme. Leur problème majeur est de comprendre pourquoi l'histoire-qui-se-fait n'a pas vérifié les prophéties de Marx, pourquoi le mode de production capitaliste ne paraît pas ébranlé par les crises qu'il traverse. Cette interrogation a conduit un certain nombre d'auteurs à débattre du rôle du colonialisme et de l'impérialisme dans le dépassement des contradictions internes, présumées mortelles, du capitalisme (Hilferding, Kautsky, Luxembourg, Boukharine, Lénine). Au-delà de leurs contenus immédiats, ces discussions faisaient ressortir deux idées essentielles qui, ultérieurement, allaient influencer l'approche historico-théoriques du sous-développement et de la dynamique du capitalisme : celle d'un système-monde dominé par le capitalisme et fondé sur des hiérarchies et des relations asymétriques ; celle ensuite d'une évolution du capitalisme par transformation de ses formes institutionnelles et structurelles.

Ces discours en prise sur un monde en mouvement, ignorés par les théoriciens de l'économie pure, ne pouvaient laisser indifférent un libéral hétérodoxe animé à la fois par le souci du réalisme et par le désir de ne pas laisser les marxistes monopoliser la réflexion sur des thèmes tels que l'impérialisme, la dynamique économique, le devenir du capitalisme, et les fluctuations économiques. Dans cet esprit, J. Schumpeter entreprit diverses recherches — respectivement *Sociologie des impérialismes* (1919), *Théorie de l'évolution économique* (1912), *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942), *Business Cycles* (1939) — à partir d'une approche théorique plus ouverte à la sociologie et à l'histoire.

D'une manière générale, Schumpeter rejette le dogmatisme et le sectarisme méthodologique. Dans son *Histoire de l'analyse économique*, il soutient que l'économiste scientifique doit maîtriser trois types de techniques : l'histoire, la statistique et la « théorie » — outils qui « forment ensemble... l'analyse

économique » ([1983], t. 1, p. 36). On pourrait lire dans ces propos, une nouvelle profession de foi en faveur de la complémentarité des méthodes de l'analyse économique ; mais, contrairement à Marshall, J. Neville Keynes ou von Mises, Schumpeter ne place pas l'histoire sous la tutelle de la théorie économique. Sa défense de l'histoire économique montre qu'il attribue à l'approche historique une fonction heuristique importante : il affirme que nul ne peut « comprendre les phénomènes économiques » s'il est privé d'une « maîtrise convenable des faits historiques et d'une dose convenable de sens historique » ; que « la plupart des erreurs fondamentales » en « analyse économique » sont dues surtout au « manque d'expérience historique » ; que « l'économiste est lui-même produit de son époque et de toutes les époques précédentes » ; et donc que « l'analyse économique et ses résultats sont certainement tributaires de la relativité historique » (*ibid.*, p. 37-38). A contrario, l'idée de relativité historique n'implique pas le renoncement à la découverte d'une « vérité » scientifique en économie.

Dans *Business Cycles*, Schumpeter appliqua cette approche intégrée à l'étude des fluctuations longues. D'autres chercheurs hétérodoxes abordèrent également ce thème dans une perspective historique : Simiand, Kondratiev... Leurs travaux irritaient les marxistes orthodoxes parce qu'ils donnaient le sentiment que le capitalisme était indéfiniment capable de surmonter ses crises. En mettant en évidence des mouvements longs, ils indisposaient également les libéraux orthodoxes accoutumés aux raisonnements statiques fondés sur des équilibres instantanés et un temps réversible. De l'analyse des fluctuations à celle de la crise, il n'y avait qu'un pas. Il fut franchi moins grâce aux travaux des marxistes et des théoriciens de la dynamique économique que sous la pression conjuguée de la crise de 1929 et de l'hétérodoxie keynésienne.

Keynes n'est ni un défenseur de l'approche historique, ni un adversaire de la méthode hypothético-déductive. A l'instar de Malthus, il cherche à fonder les modèles économiques sur des hypothèses réalistes et, pour cela, s'intéresse à une histoire immédiate qui revêt, comme pour son prédécesseur, un aspect singulièrement critique. Et si ses prises de position théorico-politique en faveur d'une régulation de l'économie capitaliste par l'État paraissent exprimer des préoccupations de court terme, elles n'en sont pas moins inspirées par une vision générale qui fait de la résolution définitive du problème économique — la rareté — l'aboutissement de l'histoire de l'humanité (Keynes [1930, 1971], p. 138 et suiv.).

### L'émergence de la praxéologie dans un contexte de crise

Le choc produit sur les consciences par le krach boursier et la profonde dépression qui l'a suivi ébranle la « science économique » autant que l'histoire<sup>1</sup>.

1. Comme si la crise lui donnait une légitimité, le groupe d'historiens français qui s'exprimaient assez discrètement dans la *Revue de synthèse* au cours des années 1920, s'affirme avec force dans la revue *Les Annales*... dès le début des années 1930 (Bourde et Martin [1983],

La crise paraissait légitimer la démarche keynésienne et invalider l'approche néo-classique. Les libéraux qui n'avaient pas apostasié ou versé dans un keynésianisme édulcoré, conservèrent leur corps de théories, sans craindre de le confronter au réel, en transformant l'économie en une « théorie formelle de l'action finalisée » (Godelier), et en étendant par là même son domaine d'investigation, de la catallaxie à l'« agir humain ». L'entrée dans ce que Gary Becker appelle « le troisième âge de l'économie » fut symboliquement annoncée, en 1932, par la fameuse définition de L. Robbins (*Essai sur la nature et la signification de la science économique*). Mais c'est sans doute von Mises [1940, 1985] qui en a le mieux cerné les implications épistémologiques. Dans *L'action humaine. Traité d'économie*, il parachève les réflexions de Mill, Cairnes, Marshall, Menger sur le problème du rapport entre histoire et économie.

Le champ de la nouvelle discipline englobe l'ensemble de l'agir humain, quels que soient le lieu, l'époque, la forme concrète et la fin des actions humaines. Il inclut donc, comme une de ses composantes, le domaine d'étude traditionnel des économistes. L'économie devient ainsi la branche particulière d'une science universelle : la praxéologie (Mises [1985], p. 3, 7, 71...). C'est elle qui désormais garantit la rigueur de la théorie économique (*ibid.*, p. 246-247) : elle la débarrasse des « erreurs » qui la rendent vulnérable à la critique, sans toucher aux postulats de base du libéralisme. Ainsi expurgée, l'économie est prête à être moulée dans les schèmes désincarnés, atemporels, éthérés de la praxéologie.

La praxéologie est une science des moyens et non des fins (p. 17). Von Mises laisse aux moralistes et idéologues le soin de discuter de la légitimité des buts de l'action humaine (p. 189-190), et aux historiens, celui d'étudier leur hétérogénéité, leur relativité spatio-temporelle (p. 34). En revanche, l'indifférence que le praxéologue témoigne envers les fins nécessaires de toute activité humaine, garantit sa neutralité axiologique et son objectivité scientifique (p. 190 et suiv., 930 et suiv...). Elle lui permet en outre de se focaliser sur l'aspect purement formel et universel de toute action humaine, à savoir la relation moyens-fins.

Pour « rendre clairs les caractères essentiels de l'action », le praxéologue doit s'en tenir à la seule raison car l'action — « fille de la raison » — et la raison « sont engendrées ensemble et homogènes entre elles » (p. 44) :

p. 215). Selon P. Chaunu ([1974], p. 55), « l'histoire... est née entre 1929 et le début des années 30... de l'angoisse et du malheur des temps, dans l'atmosphère douloureuse d'une crise aux dimensions énormes et aux répercussions infinies ». Elle part, précise-t-il, de l'histoire économique (p. 54), une histoire dont les linéaments auraient été tracés, selon L. Febvre et M. Bloch, par K. Lamprecht (1856-1915) — malgré son nationalisme outrancier —, F. Simiand (1873-1935) — en dépit de son positivisme —, H. Pirenne (1862-1935), et C. E. Labrousse (1895-1988).

Le climat de crise qu'évoque Chaunu influença effectivement la recherche de ces auteurs : en 1932, Simiand publie une étude sur *Les fluctuations économiques et la crise mondiale*, et Labrousse travaille sur « le mouvement des prix et des revenus en France au XVIII<sup>e</sup> siècle » (1933) avant d'analyser *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime* (1943) (Mendels [1986], p. 219-220).

elles ont pour fondement commun la structure logique de l'esprit humain. Von Mises justifie ainsi le recours à un raisonnement à la fois « aprioriste », « purement conceptuel et déductif » qui, précise-t-il, « ne peut rien produire d'autre que des tautologies » (p. 42). Il donne à ces dernières l'apparence de vérités universelles, absolues et éternelles, en condamnant péremptoirement le polylogisme de l'« historicisme » et en postulant l'uniformité et l'immuabilité de la structure logique de l'esprit humain (p. 38 et suiv.).

De par ses fondements épistémologiques, la praxéologie s'apparente aux sciences « aprioristes ». Son savoir ne peut être induit de l'expérience parce que, explique von Mises, « comme pour la logique et les mathématiques, la connaissance praxéologique est en nous ; elle ne vient pas du dehors » (p. 70). Étant nécessairement vraie et infalsifiable, elle n'a nul besoin d'être soumise au verdict des faits. Le praxéologue n'est pas pour autant indifférent au réel (p. 70). C'est précisément sur ce terrain qu'il est confronté à l'histoire.

Von Mises dénie aux historiens la possibilité d'exhiber des lois d'évolution des sociétés humaines (p. 46) et de formuler des prédictions (p. 35, 918), parce que — dit-il — « dans le cours des événements sociaux », il n'y a « aucune régularité, [ni] fixité des phénomènes » (p. 2). L'historien ne peut donc que colliger « toutes les données d'expérience concernant l'activité humaine » (p. 52), et traiter les actions humaines sous leur forme concrète, dans leur signification, « leur multiplicité et leur variétés infinies », et leur singularité.

Cette méthode idiographique des historiens ne doit pas être opposée à l'approche nomothétique des praxéologues et économistes. Pour von Mises, la « querelle des méthodes » est un mauvais procès engagé par les socialistes et les interventionnistes pour « réduire au silence les économistes », et « détruire le prestige de la science économique » (p. 916). Il voit dans la praxéologie et l'histoire deux disciplines qui traitent du même objet (p. 34) de manière complémentaire : la première s'intéresse à ce qui ne change pas — l'essence de l'action humaine, « sa forme pure et sa structure catégorielle » — tandis que la seconde étudie « les caractères accidentels et circonstanciels de l'agir humain » (p. 52). Mais, dans sa conception de leurs rapports mutuels, von Mises place délibérément l'histoire dans une position inférieure parce que, selon lui, l'historien traite de manière subjective des événements passés dans ce qu'ils ont d'« unique et [d']individuel » (p. 56), et parce que « les données de l'Histoire ne seraient qu'une maladroite accumulation de faits sans liens, un monceau de confusion si elles ne pouvaient être éclairées, distribuées et interprétées par un savoir praxéologique systématique » (p. 46, même idée p. 56).

Von Mises dépasse donc la vieille querelle des méthodes en subordonnant l'histoire à la praxéologie via l'économie. A vouloir garantir l'universalité et la pérennité de la praxéologie — sa transcendance —, il la coupe de la réalité. Le fait qu'elle ait réponse à tout — *après coup* — et qu'elle ignore tout des fins de l'action humaine, anéantit son pouvoir explicatif. A proprement parler, il est difficile d'attribuer à la praxéologie le statut de science ; elle s'apparente

plutôt à un langage, ou, à la limite, à un programme métaphysique de recherche.

Mais il serait illusoire de croire que le propos de von Mises est purement « scientifique » ; derrière l'illustration des « grandeurs » de la praxéologie, il y a l'idéologie d'un homme qui, conscient des liens indéfectibles existant entre « notre » civilisation, « nos » méthodes de calcul économique et la « science économique » (p. 10, 244), entend, au nom de la nature de l'homme, se faire le défenseur du capitalisme, contre l'ingratitude des salariés et les menées anti-capitalistes des syndicats (p. 646-647, 654, 720, 932)... d'où l'importance qu'il accorde à la défense de l'économie (p. 925-927), philosophie de la vie humaine, « moëlle » de la civilisation...

### Dialogues contemporains entre économie et histoire

Le type de recherche accomplie dans le cadre de la *New Economic History* illustre parfaitement l'idée que von Mises se faisait de la collaboration entre historiens et économistes : l'économie — démon de Maxwell — met de l'ordre dans l'inextricable fouillis des données recueillies par l'histoire. En l'occurrence, ce sont les historiens anglo-saxons qui, à la fin des années 1950, ont sollicité l'aide des économistes pour traiter leurs matériaux. Ils espéraient ainsi jouir « par contagion » de cette aura de scientificité dont, à tort ou à raison, les chercheurs en sciences humaines créditent l'économie (Andreano [1977]). L'histoire était ainsi appréhendée à partir des modèles économétriques formels, universels de l'analyse néo-classique : autant dire qu'elle était niée.

Pour P. Veyne également ([1978], p. 157-179 ; [1989], p. 464), l'analyse économique est scientifique parce qu'elle établit « des lois relatives à des événements humains » tandis que « l'histoire est connaissance d'événements ». En revanche, d'autres historiens ne désespèrent pas de fonder une science de l'histoire en usant des outils économiques. Braudel, par exemple, fait un usage quasi incantatoire des cycles économiques mis en évidence par les économistes (Braudel [1979], p. 56 et suiv.).

Pendant que les historiens recourent aux théories ou instruments de l'économie pour éviter à leur discipline la stérilité de l'histoire « historisante » (H. Berr) et de l'idiographie, des économistes redécouvrent progressivement l'importance de l'histoire économique, non à la manière des néo-classiques comme simple champ d'application de lois nécessairement vraies, mais comme composante importante de leur problématique et de leur recherche théorique. Au début, ce nouvel intérêt pour l'histoire a revêtu la forme d'une simple extension au passé des modèles de la comptabilité nationale keynésienne (S. Kuznets, J. Marckewski). Mais assez rapidement, les nouveaux problèmes posés par la décolonisation et l'explosion démographique du Tiers-Monde ont incité les économistes à intégrer l'histoire dans l'approche théorique du développement. Chez Rostow, Bairoch... et les néo-marxistes tiers-

mondistes, cette démarche a révélé la prégnance de vieilles philosophies de l'histoire qui font de l'expérience occidentale le modèle universel de développement (Latouche [1986]).

Plus récemment, la nécessité d'« une interaction symbiotique » (Boyer [1989], p. 1401) entre histoire et théorie de l'économie a été ressentie par des économistes peu convaincus par la façon dont libéraux, keynésiens, et marxistes analysaient la crise de 1973. Ils ont commencé par une étude symptomatologique et étiologique comparative de cette crise et de celle de 1929, puis ont progressivement élargi l'horizon temporel à l'histoire générale du capitalisme (Cf. le programme de recherche des régulationnistes et celui de Dockès et Rosier.)

## L'ÉCONOMIE POLITIQUE ENTRE L'« AUTISME » DE L'AXIOMATISATION ET L'APORIE DE L'HISTORICISME ?

Le tableau qui vient d'être esquissé montre que, en économie politique, le débat autour de l'approche historique a incité chaque camp à exacerber sa conception de l'économique et de la méthode de recherche appropriée : les tenants d'une économie par essence naturelle et de la méthode hypothético-déductive ont évolué vers un formalisme de plus en plus abstrait, une pure et simple axiomatisation ; ceux qui défendaient l'idée d'historicité de l'économique ont sombré dans une historiographie de plus en plus plate, les uns et les autres dans un égal souci de scientificité. Cependant, on a également vu des auteurs, d'abord isolés, préconiser un dépassement de ces fausses alternatives : nature/histoire, déduction/induction, nomologie/idiographie...

Un regard non moins superficiel sur l'histoire de l'histoire révèle également l'existence de deux grandes tendances opposées : il y a ceux qui, dans la tradition de Turgot, Condorcet..., proposent des théories universelles inspirées de diverses philosophies de l'histoire (les deux derniers grands auteurs représentatifs étant O. Spengler et A. Toynbee) ; et ceux qui, ne croyant pas à la possibilité de théoriser l'histoire, se contentent de rédiger de copieuses monographies sans se risquer à l'interprétation ou à la réflexion de synthèse. L'école des *Annales* apparaît, à l'origine, comme un courant intermédiaire, marginal, qui renonce sans doute aux théories englobant l'histoire de l'humanité, mais non à la théorisation.

Dans ces deux disciplines, l'histoire a rendu des jugements opposés : ici elle a légitimé la recherche théorique, là, elle l'a condamnée ; ici, elle a banni l'approche empirique, là, elle l'a recommandée expressément. R. Boyer n'ignore pas ce double verdict, mais il refuse de l'entériner dans la mesure où il signifie d'un côté, négation de l'historicité de l'économie, et de l'autre,

refus de théoriser en histoire. Par ailleurs, il entend conserver l'ambition théorique de l'économie politique et lui donner en même temps « pertinence et vraisemblance historique » ([1989], p. 1401). C'est en partant de ces principes qu'il propose aux historiens un programme de recherche extraordinaire résolument médian qui l'amène à renouer, en les dépassant, avec les approches historiques des économistes hétérodoxes du passé (Marx, Schumpeter, Keynes...), et à « converger remarquablement » ([1986], p. 44) avec les travaux réalisés par des historiens de l'École des *Annales* (singulièrement Labrousse) sur les crises de l'Ancien Régime ([1989], p. 1408).

D'une certaine façon, l'invitation que Boyer lance aux historiens traduit son désir de trouver en histoire la légitimité scientifique que l'économie orthodoxe refuse à l'école de la régulation. Mais, en dehors de cette considération, il peut effectivement déceler des points de convergence avec les historiens des *Annales* notamment sur la conception de l'économique (p. 1411), de la variabilité de ses relations au social et au politique (p. 1417), sur le dépassement de l'opposition holisme/individualisme, sur l'idée de temps historiquement long... Cependant, son projet de renouvellement du domaine de l'histoire économique et sociale introduit en fait, comme un cheval de Troie, le programme métaphysique de recherche des régulationnistes en histoire et dans toutes les sciences sociales (p. 1417). Il n'est pourtant pas sûr que ce programme soit réellement en mesure de rendre compte de la dynamique sociétale sans pécher par économisme.

Si les régulationnistes font partie de ces rares économistes qui, aujourd'hui, poursuivent de la manière la plus rigoureuse, le projet d'élaboration d'un solide corpus théorique en prise sur une réalité historique, ils n'en continuent pas moins à concevoir l'économie dans le cadre du « paradigme de l'autonomie/autodynamisme » (Latouche [1989]). Cela souligne le paradoxe d'une école qui affirme l'insécabilité de la réalité sociale mais rejette en même temps le holisme au même titre que l'individualisme, et ne parvient pas à abandonner l'idée d'une clôturabilité de l'économique, ou de l'existence d'une « machine économique » (*ibid.*). De ce point de vue, l'école de la régulation apparaît effectivement comme « l'ultime tentative de sauvegarder l'objet économique » (Caillé [1989], p. 7).

Par ailleurs, pratiquement aucun auteur n'évoque l'existence de cette irréductible relation sujet-objet qui fait de l'objet historique une construction subjective — ni, d'une manière générale, l'éternel problème épistémologique du « *hiatus irrationalis* entre le concept et la réalité » (Weber cité par Colliot Thélène [1990], p. 16). Seuls parmi les économistes, Dockès et Rosier font observer que « l'histoire, bonne fille », « donne preuve à tout le monde » ([1988], p. 14). Elle offre en effet un champ où la *rationalisation après-coup* permet à peu près toutes les rétrodictions. En revanche, tous cherchent à appréhender les faits passés sans tomber dans les travers du positivisme, du subjectivisme et de l'idiographie.

Se conformant implicitement à l'enseignement de Rickert, mais *selon des voies paradigmatiques incommensurables*, ils placent leur objet sous le sceau

de l'universel : l'action finalisée chez von Mises, la régulation chez Boyer, la dialectique innovation-conflit chez Dockès et Rosier. L'histoire est alors assimilée à un champ d'expériences pour des schèmes d'interprétation préétablis ; cf. la métaphore de l'histoire-laboratoire chez Boyer ([1990], p. 1415). Von Mises et Boyer se refusent à théoriser l'histoire en tant que « mouvement profond du temps » : le premier, parce qu'il la considère comme une suite d'accidents exclusivement justiciables de l'idiographie, le second, parce que, comme l'a déjà montré Popper [1944], les inventions et innovations sont trop aléatoires pour se risquer dans des prédictions ([1989], p. 1410).

Pris entre leur conception d'une « histoire ambiguë » — « où la liberté des hommes — dans les conflits — joue sur la nécessité, le hasard venant troubler les cartes » ([1988], p. 40) — et leur désir de « théoriser en histoire », Dockès et Rosier sont amenés à défendre l'idée d'un « historicisme tempéré » (*ibid.*). Mais que peut apporter un semblable regard sur un passé fatalement « réaménagé » (*ibid.*, p. 68) à l'explication/compréhension du présent et à l'anticipation de l'état futur de l'humanité, sinon la démonstration qu'il n'y a aucune fatalité en histoire, que l'avenir n'est pas prédéterminé ?

Pour conforter cette opinion, il conviendrait peut-être de rompre avec ce que Sahlins [1989] appelle les « dichotomies réifiées » qui caractérisent les schèmes de pensée occidentaux, et notamment avec celle qui distingue radicalement l'histoire-qui-se-fait et l'histoire-qui-s'écrit (Barrillon [1988]). Il faut se souvenir que l'interprétation du passé n'a jamais cessé d'être l'enjeu de conflits politiques et idéologiques, de sorte que ces deux histoires ont toujours dialogué. En dépassant la distinction formelle qui feint de les opposer, on assure le retour de l'une dans l'autre, et on fond leur trame respective dans le même mouvement profond du temps — un mouvement complexe, confus, au cours duquel, en réécrivant le passé, les acteurs du présent contribuent à définir le monde de demain.

### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANDREANO R. (dir.) [1977], *La nouvelle histoire économique*, Paris, Gallimard.
- BAIROCH P. [1971], *Le tiers-monde dans l'impasse. Le démarrage économique du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard.
- BARRILLON M. [1986-1990], « Le jeu du savoir et du pouvoir à travers l'évolution de l'idée de nature chez Marx », note de recherche, Université Aix-Marseille II, Aix-en-Provence, 350 p.
- BARRILLON M. [1985-1988], « Considérations épistémologiques préalables à toute histoire de la pensée économique », note de recherche, Université Aix-Marseille II, Aix-en-Provence, 330 p.
- BARRILLON M. [1988], « La nature généreuse dans la théorie physiocratique », note de recherche, Université Aix-Marseille II, Aix-en-Provence, 132 p.
- BLAUG M. [1982], *La méthodologie économique*, Paris, Economica.
- BOURDE G., MARTIN H. [1983], *Les écoles historiques*, Paris, Le Seuil.
- BOYER R. [1986], *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, La Découverte.

- BOYER R. [1989], « Économie et histoire : vers de nouvelles alliances ? », *Annales E.S.C.*, 6, novembre-décembre, p. 1397-1426.
- BRAUDEL F. [1979], *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, tome 3, *Le temps du monde*, Paris, Armand Colin.
- BUGRA A. [1989], « La " science " de l'économie au prix de son réalisme », *La revue du MAUSS*, 5, 3<sup>e</sup> trimestre, p. 125-137.
- CAILLE A. [1989], « Présentation de l'économie non politique », *La revue du MAUSS*, 3, 1<sup>er</sup> trimestre, p. 3-11.
- CHAUNU P. [1974], *Histoire, science sociale. La durée, l'espace et l'homme à l'époque moderne*, Paris, SEDES.
- CLAVAL P. [1980], *Les mythes fondateurs des sciences sociales*, Paris, PUF.
- COLLIOT-THELENE C. [1990], *Max Weber et l'histoire*, Paris, PUF.
- COMTE A. [1869], *Cours de philosophie positive*, 3<sup>e</sup> éd., tome 4, Paris, J. B. Baillière & fils, Librairie académique impériale de médecine.
- DENIS H. [1977], *Histoire de la pensée économique* (1966), 5<sup>e</sup> éd., Paris, PUF.
- DOCKÈS P., ROSIER B., [1988], *L'histoire ambiguë. Croissance et développement en question*, Paris, PUF.
- DUMONT L. [1977], *Homo aequalis. Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Paris, Gallimard.
- EARLE M. [1943], *Les maîtres de la stratégie*, Paris, Flammarion, 1980.
- FICHTE J. G. [1980], *L'État commercial fermé* (1800), Lausanne, Éditions de l'âge d'homme.
- FINKIELKRAUT A. [1987], *La défaite de la pensée*, Paris, Gallimard.
- FOUCAULT M. [1966], *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard.
- FRANÇOIS E. [1986], « Historiens allemands » dans BURGUIERE A. dir., *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, PUF.
- GIDE C., RIST C. [1947], *Histoire des doctrines économiques*, Paris, Sirey.
- GILLES P. [1989], *A propos de la dynamique du capitalisme : interrogations critiques sur la pertinence de la « crise » comme élément d'interprétation*, Thèse, Université d'Aix-Marseille II, CEDERS.
- GONNARD R. [1922], *Histoire des doctrines économiques*, tome 3 : *École socialiste. Écoles réalistes. Déclin de l'école libérale*, Paris, Nouvelle librairie nationale.
- GUTSATZ M. [1985], *Économie, physique, mathématiques : de l'économie politique à la science économique (1776-1910). Essai sur la constitution d'une science*, Thèse d'État, Université d'Aix-Marseille II, CERS.
- HAYEK F. V. [1986], *Scientisme et sciences sociales* (1952), Paris, Agora.
- HEGEL G. W. F. [1982], *La raison dans l'histoire*, Paris, Union générale d'éditions.
- HICKS J. [1973], *Une théorie de l'histoire économique*, Paris, Le Seuil.
- JEVONS W. S. [1909], *La théorie de l'économie politique* (1871), Paris, Giard et Brière.
- KAPLAN S. L. [1986], *Le pain, le peuple et le roi. La bataille du libéralisme sous Louis XV*, Paris, Perrin.
- KAUTSKY K. [1977], *Les trois sources du marxisme. L'œuvre historique de Marx* (1907), Paris, Spartacus.
- KEYNES J. M. [1971], « Perspectives économiques pour nos petits enfants », dans *Essais sur la monnaie et l'économie* (1930), Paris, Payot.
- LATOUCHE S. [1986], *Faut-il refuser le développement ? Essai sur l'anti-économique du Tiers-Monde*, Paris, PUF.
- LATOUCHE S. [1989], « Essai sur les limites de l'analyse régulationniste dans le contexte de la crise contemporaine », *La revue du MAUSS*, 3, 1<sup>er</sup> trimestre, p. 60-72.
- LE GOFF J. (dir.) [1978], *La nouvelle histoire*, nouvelle édition, Bruxelles, Complexes, 1988.
- LIST F. [1857], *Système national d'économie politique* (1841), Paris, Capelle.
- MALTHUS T. R. [1869], *Principes d'économie politique* (1820), Paris, Calmann-Lévy.
- MARX K. [1965], *Œuvres, Économie*, tome 1, Paris, Gallimard.
- MENDELS F. [1986], « Histoire économique », dans BURGUIERE A. dir., *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, PUF.

- MESURE S. [1990], *Dilthey et la fondation des sciences historiques*, Paris, PUF.
- MILL J. S. [1965], *Principles of Political Economic* (1848), New York, Centry Press.
- MISES J. V. [1985], *L'action humaine. Traité d'économie* (1966), 3<sup>e</sup> éd., Paris, PUF.
- MONTESQUIEU [1964], *L'esprit des lois, Œuvres complètes* (1748), Paris, Le Seuil.
- MORILHAT C. [1988], *La prise de conscience du capitalisme. Économie et philosophie chez Turgot*, Paris, Méridiens-Klincksieck.
- POPPER K. [1988], *Misère de l'historicisme* (1944), Paris, Agora-Plon.
- PRIBRAM K. [1986], *Les fondements de la pensée économique*, Paris, Economica.
- RICARDO D. [1977], *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (1777), Paris, Flammarion.
- ROSANVALLON P. [1989], *Le libéralisme économique. Histoire de l'idée de marché* (1979), Paris, Le Seuil.
- ROSTOW W. W. [1963], *Les étapes de la croissance économique* (1960), Paris, Le Seuil.
- SAHLINS M. [1989], *Des îles dans l'histoire*, Paris, Gallimard-Le Seuil.
- SCHUMPETER J. A. [1984], *Impérialisme et classes sociales* (1953), Paris, Flammarion.
- SCHUMPETER J. A. [1983], *Histoire de l'analyse économique* (1954), 3 tomes, Paris, Gallimard.
- SISMONDE de SISMONDI J. C. L. [1977], *Nouveaux principes d'économie politique* (1819), préface de WEILLER J., nouvelle édition, Paris, Calmann-Lévy.
- TURGOT A. R. [1970], *Écrits économiques*, introduction de CAZES B., Paris, Calmann-Lévy.
- VEYNE P. [1978], *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Le Seuil.
- VEYNE P. [1989], « Histoire », *Encyclopaedia Universalis*, 11.
- VILLEY D., NEME C. [1985], *Petite histoire des grandes doctrines économiques* (1944), Paris, Génin.
- WALRAS L. [1952], *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale* (1874-1877), Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.